



Des nouvelles d'outre-Rhin N°6
Février 2021

Les 10 mots de la semaine

Le préfet (de région ou de département)

La virginité

Un processus de dédramatisation

Le signal d'alarme

La carence fautive

Une victoire en demi-teinte

Le requérant, la requérante

Le non-respect de ses engagements

Le préjudice écologique

La souveraineté du peuple

5 expressions

Donner son aval

Ramener un sujet sur le tapis

Faire un pied de nez à qn

Donner raison à qn

Réparer un préjudice

Worte der Woche

der Präfekt (leitender Beamter, der den Staat in einem Departement (Departementpräfekt) oder einer Region (Regionspräfekt) vertritt.

die Jungfräulichkeit

der Prozess, indem etw. wie entdämonisiert wird, d.h. dass es normal statt erschreckend bezeichnet wird

das Alarmsignal

das schuldhaftes Versagen

der gemischte Sieg

der Antragsteller, die Antragstellerin

die Nichtbeachtung seiner Verpflichtungen

der ökologische Schaden

die Volkssouveränität

5 Ausdrücke

etw. avalieren / unterstützen

etw. wieder zur Sprache bringen

jdm eine lange Nase drehen

jdm Recht geben

einen Schaden ersetzen

Vote solennel de la loi confortant le respect des principes de la République, dite loi « séparatisme »

Après 135 heures de débats, des dizaines de centaines d'amendements, cette loi doit être adoptée par l'Assemblée Nationale ce mardi 16 février 2021. Elle comprend 51 articles et modifie de nombreuses lois cruciales en France, telles que la loi sur la séparation de l'Église et de l'État, la loi sur la liberté des associations de 1901, la loi emblématique sur la scolarité de Jules Ferry.

Depuis plusieurs mois, la chronique de cette loi occupe la presse française. Mise sur le devant de la scène suite à l'assassinat de Samuel Paty en octobre 2020, elle vise à réaffirmer fermement la laïcité comme valeur républicaine et à lutter contre les « séparatismes » religieux. Qu'on ne s'y trompe pas, c'est surtout l'islam qui est visé, comme le révèlent les débats récurrents sur le voile au Parlement, que des députés du Rassemblement National n'ont pas manqué de ramener sur le tapis.

Cette loi entend donc s'attacher à divers aspects du « séparatisme » : elle crée, d'abord, un délit de séparatisme. Elle soumet les associations, qu'elles soient culturelles, sportives, artistiques, à un agrément préfectoral et à un contrôle des financements étrangers. Elle interdit les certificats de virginité et entérine le retrait systématique des titres de séjour aux étrangers polygames. Enfin, parmi d'autres mesures notables, elle renforce l'encadrement juridique de la lutte contre la « haine en ligne » et restreint l'accès à l'école à la maison.

Officiel Annahme des Gesetzes, das den Respekt von republikanischen Prinzipien bestätigt (auch „Separatismus“-Gesetz benannt)

Nach 135 Stunden am Debattieren, nach einer Dutzend Abänderungsanträge, wird das Gesetz am 16. Februar von der Assemblée Nationale angenommen. Das Gesetz besteht in 51 Artikeln. Es lässt fundamentale französische Gesetze bearbeitet werden, wie z.B. das Kirche- und Staats Trennungsgesetz, das Vereinsfreiheitsgesetz 1901, das Schulgesetz von Jules Ferry.

Vor einigen Monaten beschäftigt sich die französische Presse mit diesem Gesetz. Das Thema „Separatismus“ wurde nach der Tötung von Samuel Paty im Oktober 2020 in den Vordergrund geschoben. Das Gesetz wurde in diesem Zusammenhang verfasst und vorgestellt, um Laizität als grundsätzlicher republikanischer Werte zu bestätigen. Es soll auch gegen religiösen Separatismus kämpfen. Sicher ist aber, dass Islamismus aber sogar Islam insbesondere angesprochen werden. Dafür besteht kein Zweifel, wie die Debatte um den Schleier klar macht. Die Abgeordnete vom Rassemblement National haben das Thema im Parlament zur Sprache gebracht.

Das Gesetz soll verschiedene Aspekte vom „Separatismus“ betreffen. Es schöpft ein „Separatismus“ Straftat. Es zwingt alle Kult-, Sport- oder Kunstvereine dazu, eine amtliche Genehmigung vom Präfekten zu bekommen. Dazu werden die ausländischen Finanzierungsmittel überprüft und begrenzt. Nachweise von Jungfruchtigkeit werden verboten. Die polygame Ausländische werden systematisch ihren Aufenthaltstitel verlieren. Der Kampf gegen „Hasse online“ wird juristisch verstärkt und begrenzt die Bedingungen für Unterricht zu Hause.

Cette dernière mesure de restriction de l'instruction en famille a suscité de vives critiques, de la part de parents adeptes de l'école à la maison mais aussi de députés, tels Cédric Villani, qui critiquent ce que la loi se trompe de cible avec cette mesure¹. Celle-ci a été justifiée par Emmanuel Macron pour prendre en charge le problème des « fantômes de la République », ces enfants déscolarisés et hors radars. Ils représenteraient 2 à 3 000 enfants par ans, quand plus de 50 000 enfants suivent l'école à la maison, pour des raisons pratiques, artistiques, sportives ou encore par choix de vie. Les mesures concernant les associations sont aussi dénoncées par les responsables du culte catholique, protestant et juif ; ces derniers craignent une « police des prêches » et un contrôle toujours plus strict de l'exercice du culte.²

Ce n'est pas le seul article critiqué, loin de là. L'usage-même du terme « séparatiste » est fortement critiqué à gauche, que ce soit par Jean-Luc Mélenchon³ ou d'autres⁴. Beaucoup, à gauche, dénonce le caractère inopportun de ce débat, porté par l'extrême-droite, dans ce qu'il occulte de l'espace médiatique les enjeux sociaux et environnementaux.

L'extrême-droite aussi, à travers la figure de Marine Le Pen, critique cette loi qui apparaît trop mollassonne et qui ne viserait pas assez clairement « l'islam ». La présidente du Rassemblement National dénonce un texte de « police administrative »⁵.

Diese Maßnahme wurde harsch kritisiert. Eltern, die für ihre Kinder Unterricht zu Hause bieten möchten, oder Abgeordnete wie Cedric Villani, beklagen, dass die Maßnahme nicht das vorausgesetzte Ziel vom Gesetz betreffen. Emmanuel Macron hatte aber die rechtfertigt, indem es darum ging, für „Gespenster“ der Republik zu sorgen. Zwischen 2 und 3000 Kindern sollen also jedes Jahr aus dem Sinn, weil ungeschult sind. Ungeschulte Kinder sind aber meistens Kinder, die aus praktischen Gründen, aus intensiv Sporttreiben- oder künstliche Aktivitätsmotive, oder einfach aus Lebensweise zu Hause studieren, und die sind mehr als 50 000 Kinder.

Andere Kritik wurden von hohe Vorsteller von katholischem, protestantischem und jüdischem Kult geäußert. Sie richten sich an den Maßnahmen, die Vereine angehen. Diese Vorsteller fürchten, dass ein predigen-Polizei gebe.

Kritik wuchern. Der Begriff „Separatismus“ in selbst wird an der linken Seite beklagt, von Jean-Luc Mélenchon z.B. Links befassen sich Politiker damit, die Debatte als inopportun zu bezeichnen. Sie soll soziale und ökologische Frage ungünstig ins Schatten bringen.

Rechtsextrem wird auch das Gesetz kritisiert. Marine Le Pen hat nämlich erklärt, das Gesetz solle nicht kräftig genug sein und nicht klar genug Islam als Ziel setzen. Die Präsidentin dem Rassemblement National beklagt ein „Verwaltungspolizei“-Text.

Les couteaux s'aiguisent pour la présidentielle 2022

Ce texte donne l'occasion à diverses personnalités politiques de se situer les unes par rapport aux autres à quinze mois des prochaines élections présidentielles, alors que les prochaines élections régionales approchent.

C'est notamment autour de ce texte que se sont affrontés jeudi dernier, à la télévision, Marine Le Pen et Gérald Darmanin, actuel ministre de l'Intérieur. Lui défendait cette loi et elle la brocardant comme étant « vidée de sens »⁶. Mais les oppositions entre les deux politiques n'étant parfois que de façade ; le ministre reprochant à Marine Le Pen d'être molle, pas assez ferme vis-à-vis de l'islam qu'elle « ne considér[er]ait même plus [comme] un problème ». C'est dire si le jeune ministre déborde sur sa droite, sur son extrême droite, même. Les thèmes portés par le RN sont imposés dans l'espace public : la sécurité, l'immigration, le terrorisme, l'islamisme voire l'islam reviennent dans les débats parlementaires et dans les colonnes des journaux⁷. Darmanin s'est clairement approprié cette rhétorique, lui qui publiait récemment *Le séparatisme islamiste*. Il contribue ainsi à entériner la stratégie de dédramatisation du Rassemblement National, ex-Front National. Cette dernière, entamé il y a une dizaine d'années, vise à faire du parti d'extrême droite un parti de gouvernement crédible aux yeux de la classe politique et des électeurs. Cela passe par une diminution de la virulence xénophobe et anti-immigration⁸.

Comment comprendre cette droitisation d'un représentant du parti présidentiel La République En Marche ? C'est que la perspective d'un duel Macron – Le Pen en inquiète plus d'un⁹, à commencer par les marcheurs, qui entendent rogner sur l'électorat lepéniste.

Face à eux, des tentatives d'alliances un peu désespérées se font jour. En signe de contestation, Jean-Luc Mélenchon s'était rendu le même soir sur un autre plateau télévisé, celui de la chaîne C8 (une chaîne privée bien moins importante que France 2, chaîne généraliste de service public la plus importante en France). Accueilli par le présentateur télévisé controversé Cyril Hanouna, dont la spécialité est l'animation comique plutôt que le commentaire politique, Mélenchon faisait un pied de nez à la chaîne publique et tentait d'affirmer une alternative à l'extrême-droite.

Das Gegeneinanderstellen für die präsidentielle Wahl wird vorbereitet

Das Gesetz bietet für Politiker*innen die Gelegenheit, sich politisch und relativ zueinander zu positionieren. Die präsidentielle Wahl nähert sich, wird zwar in 15 Monaten stattfinden. Bald kommen dazu die regionalen Wahlen.

Letzte Donnerstag haben um dieses Thema Marine Le Pen und Gérald Darmanin auf dem Fernsehkanal debattiert. Der letzte ist zurzeit Innerminister und hat das Gesetz verteidigt, während Marine Le Pen die kritisiert hat und gesagt, sie sei sinnlos gemacht worden. Gegeneinanderstellen war aber nicht sehr tief zwischen der zwei Politikern. Der Minister hat eigentlich Marine Le Pen zum Vorwurf gemacht, dass sie zu schlaff gegen Islam sei, den sie nicht mehr als Problem betrachtete. Der junge Minister biegt ja immer rechter, sogar rechtsextreme.

Die Themen, die der Rassemblement National in den Vordergrund geschoben hat, und zwar Immigration, Terrorismus, Islamismus oder sogar einfach Islam, kommen immer wieder im Parlament und in der Presse vor. Darmanin hat sich diese Rhetorik angeeignet. Am Anfang Februar hat es *Der islamistische Separatismus* veröffentlicht.

Er ermächtigt den Entschrecken Prozess vom Rassemblement National (früheren Front National). Diesen Prozess wurde vor einer Dutzend Jahre angefangen und geht darum, diese Partei aus der Opposition zu ziehen und als mögliche Regierungspartei vorzustellen. Mildere Äußerungen bezüglich Xenophobie und gegen Immigration waren die Zeichen dieser Strategie.

Wieso nimmt ein Stellvertreter der Präsidentspartei so rechtliche Positionen an? Höchst wahrscheinlich liegt es daran, dass der Aufsicht auf ein Duell zwischen Macron und Le Pen 2022 immer wahrscheinlicher wird, was unter anderem die Angehörigen von *La République en Marche* beunruhigt.

Politische Bündnisse werden auch verzweifelt links und rechts vorgeschlagen. Als Protest hat Jean-Luc Mélenchon am gleichen Abend auf einem anderen Fernsehkanal an einer Debatte teilgenommen. Die Debatte war von einem umstrittenen Leiter moderiert, und zwar von Cyril Hanouna, der eher ein lustiger Betreuer als politischer Kommentator ist. Mélenchon wollte France 2 eine lange Nase drehen, versuchte, eine Alternative zur rechtsextrem darzustellen.



Duel entre Marine le Pen et Gérald Darmanin

Réouverture progressive des universités

Alors que les universités françaises avaient vu leurs portes se fermer en octobre 2020, pour une deuxième fois, la détresse des étudiants a poussé l'exécutif à les rouvrir, sous certaines conditions. Le 21 janvier 2021, le président de la République a annoncé le début du retour en présentiel des étudiants dans les universités, dans la limite de 20% de leur capacité d'accueil. La mise en œuvre logistique de cette mesure est complexe mais elle semblait absolument nécessaire après que plusieurs étudiant•es aient fait des tentatives de suicide ou aient appelé à l'aide. La situation des universités apparaissait d'autant plus injuste que les salariés pouvaient commencer de retourner dans les entreprises et que certain•es étudiant•es avaient bénéficié de cours en présentiel depuis octobre (il s'agit des cursus se déroulant au sein de lycées, à savoir les classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) et brevet de technicien supérieur (BTS)). En outre, la baisse significative des résultats que révèle les partiels de décembre constitue un signal d'alarme important du malaise des étudiants¹⁰.

Ces mesures ne semblent pas pour autant mettre fin à la détresse de nombreux étudiants qui, ayant perdu leur job, subissent la précarité ni à la détresse de nombreux enseignants, qui souffrent de l'isolement et de la solitude¹¹.

Schrittweise wieder Öffnung von Universitäten

Die französischen Universitäten sollten im Oktober 2020 für ein zweites Mal Türen schließen. Im Januar waren noch zu, als Studierende verzweifelte Hilferuf ausstoßen. Selbstmordversuche und andere Alarmsignale haben die Exekutive darauf gefordert, am 21. Januar die Universitäten wieder aufmachen zu lassen. Es geschieht aber unter strengen Bedingungen, und zwar dürfen Universitäten nicht mehr als 20% Belegschaft gleichzeitig vor Ort anwesend haben. Die Umsetzung ist also natürlich komplex.

Die Lage der Universitäten gab sich umso ungerecht, dass Arbeitnehmer wieder im Büro arbeiten sollten und dass manche andere Studierende die ganz letzten Monate vor Ort studierende konnten. Die letzte sind eigentlich die, die ihren Studiengang im Rahmen von Gymnasien absolvieren, d.h. Studierende von Vorbereitungsklasse und Fachhochschüler. Dazu kommt, dass die Ergebnisse von den Dezember-Klausuren abnehmende Schülerleistungen gezeigt haben. Noch ein Zeichen für das Unwohlsein der Studierende.

Diese Maßnahme reichen aber nicht, um das Problem der unsicheren Lebensumstände zu lösen. Vielen Studierenden wurden durch die Corona-Krise freigestellt. Weiteres wichtiges Thema an der Universität ist noch die Not der Lehrer*innen, die an Einsamkeit leiden.



Universités : une reprise en présentiel sous contrainte

Résultat de l’Affaire du siècle : victoire en demi-teinte

Le 3 février 2021, le tribunal de Paris a rendu son jugement sur « l’Affaire du siècle », déjà évoqué dans une précédente newsletter. Il a reconnu une « carence fautive » de l’État et a donné raison aux quatre associations requérantes. L’État devra leur verser un euro symbolique en gage de son inaction, de ses engagements non tenus de réduction des dommages faits à l’environnement. Ce jugement est inédit, jamais auparavant un préjudice écologique n’avait été reconnu¹².

Néanmoins, le jugement ne satisfait pas entièrement la requête des associations ; le tribunal a rejeté la demande d’indemnisation financière de l’État, considérant que ce dernier pourrait encore réparer les torts causés.

L’affaire n’est pas close, elle pourrait être portée devant le Conseil d’État qui pourrait, lui, exiger réparation.

D’aucun critique encore ce recours au tribunal, voyant là une compétence que devrait juger le détenteur de la souveraineté, à savoir le peuple, plutôt que des juges¹³.

Aburteilung des Staates nach der „Affaire du siècle“: gemischter Sieg

Am 3. Februar 2021 hat das Pariser Gericht sein Urteil auf der „Affaire du siècle“ verkündet. Es erkannte ein schuldhaftes Versagen des Staates, gab der vier Verbände Recht, die dem Antrag gestellt hatten. Der Staat ist also dazu gezwungen, ihnen einen symbolischen Euro zu geben, als Beweis für die mangelhafte Umweltverteidigung und für die Nichtbeachtung seiner Verpflichtungen, die als Folge Umweltschaden hat. Dieses Urteil stellt etwas ganz Neues dar, indem es einen ökologischen Schaden anerkennt.

Der Antrag der Verbände wurde allerdings nicht vollständig befriedigt. Das Gericht hat die Forderung von finanzieller Erstattung abgelehnt. Es ist davon ausgegangen, dass der Staat den Schaden noch ersetzen könnte.

Die Affäre ist noch nicht zu Ende gekommen. Sie könnte weiter vor dem *Conseil d’État* gebracht werden, der Schadenersetzung fordern könnte.

Manche Kritiker betrachten diesen Prozess als schlechtes Zeichen. Das Urteil sollte ihrer Meinung nach eher eine souveräne Kompetenz betreffen. Die Richter*innen sind nicht die, die diese Kompetenzen besitzen, sondern das Volk.

SOURCES DES IMAGES

Universités : une reprise en présentiel sous contrainte

<https://www.la-croix.com/France/Universites-reprise-presentiel-contraintes-2021-02-08-1201139473>

Duel Darmanin – Le Pen

https://duckduckgo.com/?q=duel+darmanin+le+pen&atb=v257-2_&iax=images&ia=images&iai=https%3A%2F%2Fwww.causeur.fr%2Fwp-content%2Fuploads%2F2021%2F02%2Fle-pen-darmanin-vous-avez-la-parole.jpg

¹ Cédric Villani : « Ne laissons pas l'instruction en famille servir de bouc émissaire dans la lutte contre le séparatisme » *Le Monde*, 09.02.21

https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/02/09/cedric-villani-ne-laissons-pas-l-instruction-en-famille-servir-de-bouc-emissaire-dans-la-lutte-contre-le-separatisme_6069277_3232.html

² « « Loi séparatisme»: ces effets collatéraux que redoutent catholiques, protestants et juifs » *Marie-Amélie Lombard-Latune*, *L'Opinion* 09 décembre 2020

<https://www.lopinion.fr/edition/politique/loi-separatisme-effets-collateraux-que-redoutent-catholiques-231312>

³ « Mélenchon, contre la loi séparatisme, fait un long réquisitoire à l'Assemblée », *Huffington Post*, 01.02.21

https://www.huffingtonpost.fr/entry/melenchon-contre-la-loi-separatisme-fait-un-long-requisitoire_fr_60185464c5b6aa4bad367eb1

⁴ Fatima Ouassak « Le séparatisme est une mascarade », interview à *Mediapart*

<https://www.youtube.com/watch?v=wwX13hi8ajs>

⁵ « Loi séparatisme : Le Pen dénonce un texte de « police administrative », *Le Point*, 11.02.21

https://www.lepoint.fr/politique/loi-separatisme-le-pen-denonce-un-texte-de-police-administrative-11-02-2021-2413667_20.php

⁶ « L'islamisme au cœur du débat télévisé entre Gérard Darmanin et Marine Le Pen », *Le Monde*, 12.02.21

https://www.lemonde.fr/politique/article/2021/02/12/l-islamisme-au-c-ur-d-un-debat-cordial-entre-gerald-darmanin-et-marine-le-pen_6069660_823448.html

⁷ « Marine Le Pen n'a pas gagné mais les thèmes qu'elle porte irriguent le débat » Françoise Fressoz, *Le Monde*, 16.02.21

https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/02/16/marine-le-pen-n-a-pas-gagne-mais-les-themes-qu-elle-porte-irriguent-le-debat_6070112_3232.html

⁸ « Débat entre Marine Le Pen et Gérard Darmanin : la dédramatisation par procuration », *Abel Mestre*, *Le Monde*, 12.02.21

https://www.lemonde.fr/politique/article/2021/02/12/debat-marine-le-pen-gerald-darmanin-la-dedramatisation-par-procuration_6069774_823448.html

⁹ Présidentielle 2022 : la peur du match retour Macron-Le Pen dans toutes les têtes, Solenne de Royer, *Le Monde*, 11.02.21

https://www.lemonde.fr/politique/article/2021/02/11/presidentielle-2022-la-peur-du-match-retour-macron-le-pen-dans-toutes-les-tetes_6069615_823448.html

¹⁰ « Une session d'examens marquée par le stress et la baisse du niveau » Soazig Le Nevé, *Le Monde*, Publié le 05 février 2021

https://www.lemonde.fr/societe/article/2021/02/05/une-session-d-examens-marquee-par-le-stress-et-la-baisse-du-niveau_6068883_3224.html

¹¹ « Universités : enseignants au bord du burn-out », Soazig Le Nevé, *Le Monde*, publié le 05 février 2021

https://www.lemonde.fr/societe/article/2021/02/05/universites-enseignants-au-bord-du-burn-out_6068828_3224.html

¹² « « L'affaire du siècle » : l'État condamné pour « carences fautes » dans la lutte contre le réchauffement climatique » Stéphane Mandard et Audrey Garric, le 03 février 2021, *Le Monde*

https://www.lemonde.fr/planete/article/2021/02/03/climat-l-etat-condamne-pour-carences-fautives-dans-l-affaire-du-siecle_6068613_3244.html

¹³ « Jugement dans l'"Affaire du siècle" : une bonne et une mauvaise nouvelle », Le Billet politique, Frédéric Sayes, *France Culture* (04.02.21)

<https://www.franceculture.fr/emissions/le-billet-politique/le-billet-politique-du-jeudi-04-fevrier-2021>